

Groupe

TAPURA HUIRAATIRA



Question orale

(Séance du jeudi 16 octobre 2025)



Adressée à Monsieur Ronny TERIIPAIA, Ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Culture

Objet: Instauration d'un programme d'éducation politique

Monsieur le Ministre,

La dernière réunion de la Quatrième Commission de l'ONU, tenue à New York le 7 octobre dernier, a une fois de plus offert le spectacle familier de déclarations irréelles de pétitionnaires mandatés non pas par le peuple polynésien, mais par le Tavini Huiraatira. Ces orateurs se plaisent à dépeindre une Polynésie qu'eux seuls semblent connaître : un pays opprimé, malmené et tourmenté par la France.

Mais puisque cette question s'adresse à vous, Monsieur le Ministre de l'Éducation, permettez-moi de ne retenir que les propos qui relèvent de vos attributions.

Avant d'y venir, rappelons tout de même un fait essentiel :

Quelques jours avant cette réunion onusienne, soit le 3 octobre dernier, la commission spéciale sur la décolonisation — au sein de laquelle les autonomistes ont refusé de siéger, par choix politique assumé, et au sein de laquelle vous ne siégez pas vous-même, Monsieur le Minsitre — a émis, en catimini, une recommandation invitant à la création d'une soi-disant « plateforme de dialogue inclusive ».

Cette entité, à la dénomination très évasive, prévoit notamment la mise en place d'un « programme d'éducation politique et citoyenne aux options de décolonisation » accompagné d'un volet « éducation et sensibilisation » sur le même thème.

Les Polynésiens ont-ils été consultés sur ce sujet ? Non ! Ces actions apparaissent-elles dans le programme de campagne qui a porté le Tavini Huiraatira au pouvoir en 2023 ? Non plus.

Venons-en maintenant aux déclarations faites à New York par les élus de la majorité :

Notre collègue Maite HAUATA-AH MIN, 12^{ème} pétitionnaire, a évoqué, je cite, « la mise en œuvre d'un futur programme d'éducation civique ».

Notre collègue Rachelle FLORES, 24ème pétitionnaire, a parlé, elle, « de l'élaboration du fameux programme d'éducation citoyenne aux trois options de décolonisation », ainsi que du « lancement d'une campagne de sensibilisation ».

Et enfin, M. Heinui LECAIL, 26^{ème} pétitionnaire, a confirmé « un programme de travail et une campagne de sensibilisation ».

Monsieur le Ministre, face à ces déclarations pour le moins ambiguës, nous nous interrogeons :

S'agit-il d'un programme d'éducation politique et citoyenne qui s'adresserait également à nos enfants, au titre d'une instruction civique ?

Enfin, mes chers collègues, permettez-moi une réflexion plus large.

L'ONU, rappelons-le, fut créée en 1945, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, pour préserver la paix dans le monde et éviter le retour de la barbarie.

Hélas, cela n'a pas empêché l'émergence de régimes totalitaires qui ont utilisé l'école et les systèmes éducatifs comme instruments de propagande et d'endoctrinement politique pour façonner les esprits au service du pouvoir et de l'idéologie dominante.

Voilà qu'en 2025, nos amis indépendantistes sollicitent auprès de l'ONU la mise en place, ici, en Polynésie française, de programmes d'éducation politique.

Monsieur le Ministre, Mes chers collègues, l'histoire, parfois, a de troublants échos. Ce projet est pour le moins inquiétant, et le parallèle, lui, nous fait froid dans le dos.

Je vous remercie de votre attention

Tepuaraurii TERIITAHI

Edouard FRITCH